

8830330 AOI

DECLARATIONS DE M. MICHEL ROCARD, PREMIER MINISTRE, EN REPONSE A UNE
QUESTION SUR LES MOUVEMENTS DE GREVE ET LES CONFLITS SOCIAUX ET SUR
L'AMELIORATION DES SERVICES PUBLICS, A L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LES 9 ET 16 NOVEMBRE 1988.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT A L'ASSEMBLEE NATIONALE

SEANCE DU 9 NOVEMBRE 1988

J.O. DU 10 NOVEMBRE 1988

Mouvement social :

M. le Président :

Pour le groupe communiste, la parole est à M. Jacques RIMBAULT.

M. Jacques RIMBAULT :

Monsieur le Premier Ministre, allez-vous continuer à

refuser d'entendre les revendications légitimes exprimées par le mouvement social ?

M. Jean-Claude GAUDIN :

On nous a dit que tout est réglé !

M. Jacques RIMBAULT :

Quoi que l'on puisse en dire, le mouvement social s'amplifie et acquiert, dans la détermination, une nouvelle maturité. ("En effet !" sur plusieurs bancs des groupes Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.)

L'enjeu, c'est la défense et l'amélioration des services publics. Les hommes et les femmes qui les assurent ne peuvent plus supporter les bas salaires et les humiliations. Le temps de la dignité est venu et les coups de chapeau ne suffisent pas.

L'hôpital, les transports urbains, la S.N.C.F., la R.A.T.P., la poste, l'A.N.P.E., les universités, la Régie Renault sont notamment concernés.

Pour les infirmières, par exemple, les promesses ministérielles ne sont pas à la hauteur des exigences, pas plus que les dérisoires variations indiciaires proposées hier aux fonctionnaires. (Murmures sur les bancs du groupe socialiste.)

Pour des dizaines de milliards royalement accordés au grand patronat, vous refusez les quelques milliards qui permettraient d'insufler de l'oxygène au service public et à ses agents.

Ce que vous donnez chichement d'une main, vous le reprenez largement de l'autre, comme ces 15 milliards pris dans la poche des salariés avec la nouvelle hausse de la cotisation vieillesse.

Il faut, à notre avis, inverser cette logique, faire

le geste de solidarité suivant : 1 500 francs d'augmentation tout de suite, aucun salaire inférieur à 6 000 francs, revalorisation jusqu'à 9 000 francs, reconnaissance des qualifications et révision des classifications. Quel beau sujet mobilisateur pour un référendum ! (Ah ! sur les bancs des groupes Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.)

L'accident de chemin de fer qui vient de nous endeuiller une nouvelle fois montre bien les conséquences d'un sabordage du service public. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Le reste du pays n'est pas en décalage. Les salariés de la métallurgie et ceux de la sécurité sociale, entre autres, se mobilisent. Les salariés sont, en effet, les seuls à ne pas bénéficier de l'embellie actuelle des entreprises.

Le grand patronat entend continuer sa politique d'austérité. Les producteurs de lait poursuivent leur mouvement contre les pénalités laitières et pour l'abrogation des quotas. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Les jeunes lycéens, étudiants, chômeurs veulent un avenir meilleur.

Les députés communistes soutiennent totalement le mouvement social et c'est la raison pour laquelle, Monsieur le Premier Ministre, je vous demande de prendre les mesures susceptibles de répondre à l'attente massive des travailleurs de notre pays pour la justice et le progrès social. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Le Président :

La parole est à Monsieur le Premier Ministre. (Ah ! sur les bancs des groupes Union pour la démocratie française et de l'Union du centre. - Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Michel ROCARD, Premier Ministre :

Monsieur le député, votre question aborde tant de problèmes, au demeurant fort importants, qu'il me sera naturellement impossible de répondre pour chacun d'eux en détail. Aussi m'en tiendrai-je à l'essentiel.

M. Jacques RIMBAULT :

Un référendum !

M. le Premier Ministre :

Premièrement, sur le plan des discussions, même au moment des tensions les plus délicates, nul n'a pu mettre en doute l'attachement du Gouvernement au dialogue social. Nous avons soigneusement évité toutes les fausses subtilités. Nous avons dit ce que nous ferions et nous faisons ce que nous disions ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Ainsi, comme vous vous en souvenez sûrement, nous avons expliqué aux partenaires syndicaux que nous souhaitions, avant de juger des marges de liberté de l'économie française, disposer des enquêtes d'automne et d'un calendrier de mesure de nos performances. A l'ouverture du dialogue, nous avions encore besoin d'un mois pour savoir si la situation réelle de notre économie nous permettrait de satisfaire tout ou partie des revendications. Ce délai annoncé s'est achevé à la fin de la semaine dernière. Dès hier, nous avons été mesure de faire des propositions suffisamment significatives pour qu'une majorité des syndicats les juge dignes d'intérêt.

M. Jean-Pierre BRARD :

Quarante francs !

M. Le Premier Ministre :

Vous ne pouvez pas résumer à ce chiffre un accord sur deux ans qui prévoit cinq moments de hausse, certains derrière nous, et d'autres programmés ! Les quarante francs constituent un petit "plus" en une fois, et je ne comprends pas ce que l'irruption de ce chiffre fait dans des négociations qui visent en fait une augmentation moyenne de 4,97 %, soit près de 5 % des revenus de l'ensemble des agents de la fonction publique sur deux ans. Ne ridiculissons pas, s'il vous plaît, le résultat des accords auxquels les syndicats sont en train de donner leur approbation.

M. Jean-Pierre BRARD :

Une misère !

M. Le Premier Ministre :

La C.G.C. a exprimé des réticences, que je respecte. J'espère cependant - elle en a pris le temps - qu'elle les surmontera, au moins dans l'intérêt de la politique contractuelle.

Seule la C.G.T. n'a pas cru bon de reconnaître le caractère positif des propositions faites, et je le regrette.

M. Louis PIERNA :

Elle a eu raison !

M. Le Premier Ministre :

Cette opinion vous regarde. Quoi qu'il en soit, il ne vous appartient pas de parler d'un seul syndicat en engageant tous les autres.

Deuxièmement, qu'a fait le Gouvernement depuis six mois ? ("Rien ! Rien !" sur plusieurs bancs du groupe Union pour la

démocratie française.)

M. Jean-Claude GAUDIN :

Un référendum !

M. Le Premier Ministre :

Il s'est d'abord préoccupé des plus démunis, avec la création du revenu minimum d'insertion. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Il a, ensuite, stimulé la création d'emplois, car l'injustice la plus criante de notre société est avant tout celle du chômage !

M. Léonce DEPREZ :

Il a du culot !

M. Le Premier Ministre :

Enfin, et les négociations de cette nuit n'en n'étaient pas le premier élément, il a amélioré les bas salaires, en particulier dans la fonction publique. Si c'est cela que vous appelez les "cadeaux" faits au patronat, alors je les assume, mais en vérité, je ne les vois point ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste).

Je sais en outre que les 180 000 personnes qui occupent les emplois salariés qui se sont créés en 1988 ont de fortes raisons personnelles de partager la conviction que j'exprime ici. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Au-delà, Monsieur Rimbault, vous savez fort bien que le Gouvernement fait totalement sien le point de vue qu'a encore exposé ce matin, au Conseil des Ministres, le Président de la République, à savoir que la justice sociale est au cœur de nos préoccupations.

M. Jean-Pierre BRARD :

Des paroles !

M. Le Premier Ministre :

Après la signature qui a eu lieu cette nuit ? Ne dites pas n'importe quoi ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Interruption sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française.)

Nous ne prendrons jamais, je ne prendrai jamais le risque de distribuer de la monnaie de singe !

Monsieur Rimbault, je vous ai écouté avec inquiétude. Vous avez risqué d'avancer, dans le troisième quart de votre intervention, toute une série de chiffres : 9 000 francs, 6 000 francs, 1 500 francs, correspondant à différentes étapes des revendications. Je n'ai pas le moindre doute que si, dans, dans un pari stupide, ...

Madame Muguette Jacquaint :

Cela n'est pas stupide pour les salariés !

M. Le Premier Ministre :

... un oui était instantanément donné à ces revendications-là, notre monnaie perdrait 15 ou 20 % de sa valeur dans les trois semaines suivantes, la hausse des prix reprendrait, et le pouvoir d'achat, que vous rêvez de voir distribuer à cette seule occasion, serait mangé en moins d'une année, nous replongeant dans un cycle infernal où nous ne pourrions plus courir après l'inflation repartie.

Madame Muguette Jacquaint :

Cela fait des années qu'on tient ce discours !

M. Le Premier Ministre :

Dans cette hypothèse absurde, nous aurions, d'un commun accord, menti aux salariés !

Cela, Monsieur le Député, je ne le ferai pas ! (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union du centre.)

Il existe un monde entre apporter des améliorations véritables et flatter des demandes irréalistes.

M. Louis Pierna :

La droite vient de vous applaudir !

M. Le Premier Ministre :

Je ne sais pas si le problème de la balance des paiements est de droite ou de gauche, mais je sais que je le traite !

Troisièmement, s'il est vrai que notre économie donne des signes de santé, signes qui nous ont justement permis les avancées qu'a proposées cette nuit M. DURAFOUR, ...

M. Louis PIERNA :

M. Durafour, c'est la droite !

M. Le Premier Ministre :

... on ne dira jamais assez que cette embellie reste fragile et que l'urgence est à la consolider et certainement pas, Mesdames, Messieurs les Députés, à prendre le risque de la compromettre ! (Très bien ! sur les bancs du groupe socialiste.)

Quatrièmement, vous savez fort bien, Monsieur Rimbault,

que les problèmes de la fonction publique, s'ils sont largement quantitatifs, ne sont pas seulement quantitatifs et qu'il y a aussi des efforts qualitatifs à faire, auxquels d'ailleurs réfléchissent déjà, avec courage et intelligence, les syndicalistes eux-mêmes.

Nous n'utiliserons pas l'argument qualitatif pour éluder les problèmes de pouvoir d'achat et de niveau de vie - j'en citerai pour preuve les négociations de cette nuit. Mais nous entendons veiller à ce que ces problèmes ne cachent pas la nécessité, aussi, d'avancer dans des directions nouvelles, auxquelles tout le monde trouve à gagner. Elles touchent l'organisation des tâches, leur amélioration, le confort des travailleurs au travail. Tout cela va de pair avec le quantitatif.

M. Jean-Pierre BRARD :

Le S.M.I.C. à 6 000 francs !

M. Le Premier Ministre :

Vous avez parlé, Monsieur Rimbault, de la dignité des fonctionnaires. Là, vous avez eu raison, mais vous savez comme moi que celle-ci ne se mesure pas seulement à l'échelle indiciaire.

Quant à l'allusion que vous avez cru devoir faire à l'accident de chemin de fer qui s'est produit avant-hier dans la Marne et qui a été, trois fois déjà, évoqué en séance publique, mon ami Michel Delebarre en a expliqué les causes. Je ne crois pas que ce soit respecter la mémoire des victimes et la douleur des familles que de vouloir en faire un problème politique. (Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe socialiste.)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT A L'ASSEMBLEE NATIONALE

SEANCE DU 16 NOVEMBRE 1988

J.O. DU 17 NOVEMBRE 1988

Secteur public :M. le Président :

La parole est à Monsieur René DROUIN.

M. René DROUIN :

Monsieur le Premier Ministre, depuis quelques semaines, des conflits nombreux marquent la vie du pays et perturbent plus ou moins l'existence quotidienne de nos concitoyens. (Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R., Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.)

M. Gabriel KASPEREIT :

Mais non, mais non ! C'est de la calomnie ! Tout le monde sait que tout va très bien !

M. René DROUIN :

Les infirmières ont été relayées par les postiers.

Des fonctionnaires ont lancé des journées d'action. Des mouvements ont eu lieu à la S.N.C.F. Bien sûr, de nombreux signes de détente sont apparus. (Exclamations sur les bancs du groupe R.P.R.)

Cela doit déranger M. Griotteray et ses amis. comme nous l'avons constaté tout à l'heure.

Votre Gouvernement et vous-même, Monsieur le Premier Ministre, êtes en mesure de répondre positivement à toutes ces revendications sociales, qui, nous le savons sont justifiées.

Mais nous savons aussi que tout ne peut être accordé en même temps. Vous avez déjà résolu de manière significative l'essentiel de ces problèmes. Des accords salariaux sont déjà signés ou sont en

voie de l'être.

M. Arthur DEHAINE :

La question !

M. René DROUIN :

Je pense en particulier à l'accord salarial E.D.F.-G.D.F. de 1988-1989. Vous avez obtenu de quatre syndicats sur cinq que cet accord soit signé. Dès jeudi, donc dès demain, un accord salarial pluriannuel interviendra pour les fonctionnaires. En fait, vous avez déjà résolu l'essentiel. (**Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française.**) Pourtant des conflits sporadiques, isolés mais persistants, mettent, ici et là, en difficulté l'économie nationale.

M. Arthur DEHAINE :

Et le Gouvernement !

M. René DROUIN :

C'est pourquoi je vous demande, Monsieur le Premier Ministre, comment vous pensez, dans la ligne de ce qui a été réalisé récemment, aborder ces conflits pour les résoudre. (**Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.**)

M. le Président :

La parole est à Monsieur le Premier Ministre. (**Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française.**)

M. Michel ROCARD, Premier Ministre :

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Députés, pour apprécier au plus juste ce qu'il convient de faire dans les semaines à venir...

M. Jean BROCARD :

Un référendum ! (Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française. - Ouvéa ! Ouvéa ! sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le Premier Ministre :

... encore convient-il d'essayer d'analyser au plus près ce qui vient de se passer et qui, même si les choses s'améliorent, comme vous venez vous-même de le souligner, continue de se dérouler. (Interruptions sur les bancs des groupes R.P.R., de l'Union du centre et Union pour la démocratie française.)

Tout d'abord, nous savions tous que le malaise salarial était sensible. Cinq années d'une politique pour le moins austère, l'amorce d'une reprise économique se traduisant par de bons résultats des entreprises, ...

Un député du groupe R.P.R. :

Grâce à qui ?

M. le Premier Ministre :

... il y avait là un cocktail naturellement détonant, surtout dans la fonction publique, et, plus largement, dans le secteur public, qui a plus que d'autres le sentiment d'avoir été tenu à l'écart des bénéfices de la croissance retrouvée. Face à cela, nous avons cherché à mener une politique contractuelle. Vous savez combien j'y suis attaché

et je sais, Monsieur Drouin, combien vous-même êtes profondément attaché...

M. Gabriel KASPEREIT :

Il est gentil, Monsieur DROUIN ! ...

M. le Premier Ministre :

... à une politique contractuelle qui soit authentique. Mener une politique contractuelle, en effet, cela ne veut pas dire accepter la facilité. Cela signifie rechercher les consentements sans renoncer à l'essentiel. C'est pourquoi, par exemple, j'avais demandé à Michel DURAFOUR (Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française.) ...

M. Robert PANDRAUD :

L'homme de tous les échecs ! C'est ça, l'erreur !

M. le Premier Ministre :

... d'ouvrir le dialogue salarial avec les organisations syndicales de fonctionnaires sur la base de propositions concernant principalement 1989, celles-là même qui doivent normalement aboutir demain avec l'accord d'une majorité d'organisations syndicales, et cela, Monsieur le Député, pour la première fois depuis 1985 Eh oui ! et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

J'avais en revanche demandé à M. Durafour...

M. Gabriel KASPEREIT :

Votre gouvernement est perdu avec Durafour !

M. le Premier Ministre :

... de réserver les propositions concernant 1988 dans l'attente d'une clarification de la perspective économique pour 1988-1989 qui était encore trop incertaine. Vous connaissez le rythme des travaux d'enquêtes à la base et de mises en forme de prévisions. Il est biennal. On ne le change guère.

Cela nous a valu quelques difficultés supplémentaires, quelques incompréhensions plus ou moins sincères, mais nous permet de signer un accord avec certitude de le respecter dans de bonnes conditions.

Quant aux conflits sporadiques qui subsistent, ceux qui relèvent de l'autorité de l'Etat paraissent s'orienter vers une issue favorable, même si - c'est vrai - le retour complet à la normale doit fatalement prendre un certain temps. Les toutes dernières nouvelles vont dans le bon sens.

Sachez en tout cas, Monsieur Drouin, que le fait de faire progresser ainsi les négociations salariales nous permettra d'ouvrir la concertation sur la rénovation de la fonction publique et ainsi d'aborder certaines des causes profondes du malaise qui s'est traduit dans les récents mouvements. Formation, qualification, mobilité professionnelle horizontale, interministérielle, etc... et évolution des carrières, bref épanouissement personnel des agents et efficacité renforcée des services publics au profit des usagers, voilà tout ce qui est en cause et tout ce que nous chercherons à réaliser. (Bruit sur les bancs de groupe Union pour la démocratie française.)

S'agissant enfin du coût que ces mouvements font subir à l'économie, nous le déplorons tous, mais nous savons aussi qu'il aurait été infiniment plus élevé si nous avions sombré dans le laxisme et la facilité. Nous savons également que pour un gouvernement composé comme il est, conduit par un socialiste, il n'eût pas été convenable, si un surcroît de croissance est perceptible et mesurable, que les salariés de la fonction publique n'en aient pas eux aussi leur

part. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Climat social :

M. le Président :

Nous en venons aux questions du groupe du Rassemblement pour la République.

La parole est à Monsieur Alain JUPPE.

M. Alain JUPPE :

Monsieur le Président, ma question s'adresse à M. le Premier Ministre.

Il y a quelques mois, alors qu'il était candidat à la Présidence de la République, M. François MITTERRAND avait promis aux Français de leur garantir, s'il était réélu, la paix sociale.

M. Jean-Claude GAUDIN :

Et autre chose !

M. Alain JUPPE :

Nous constatons aujourd'hui, que le désordre social s'est installé dans notre pays.

M. Robert-André VIVIEN :

C'est vrai !

M. Alain JUPPE :

Il est donc légitime de s'interroger sur les raisons d'une telle erreur de prévisions. (Interruption sur les bancs du groupe socialiste.)

Je crois que les difficultés du temps présent ne suffisent pas à expliquer la situation, non pas que nous les sous-estimions, nous les avons nous-mêmes subies, et je n'oublie pas que nous avons nous-mêmes rencontré nos propres difficultés pendant l'hiver 1986.

Un député du groupe socialiste :

Très bien !

M. Alain JUPPE :

... mais la situation, à l'époque, était toute différente. (Murmures sur les bancs du groupe socialiste.) La croissance était moitié moindre qu'aujourd'hui. Le chômage continuait à augmenter, les tensions inflationnistes restaient vives. C'était l'héritage que vous nous aviez laissé. (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R., Union pour la démocratie française. - Rires et protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Aujourd'hui, 3,5 % de croissance, des créations d'emplois qui ont repris, une inflation qui est maîtrisée, des plus-values de recettes fiscales vous donnent une marge de manœuvre budgétaire que nous n'avions pas pas : voilà l'héritage que nous avons laissé. (Mêmes mouvements.)

Cette chance, Monsieur le Premier Ministre, cette chance pour la France, il vous a fallu moins de six mois pour la gâcher. (Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Albert FACON :

C'est de la malhonnêteté !

M. Alain JUPPE :

Votre ministre de la fonction publique...

M. Arthur DEHAINE :

Qui c'est ?

M. Alain JUPPE :

... a commencé en plein mois d'août à octroyer, sans concertation ni discussion préalables, une augmentation de 1 % des rémunérations de la fonction publique.

M. Arthur DEHAINE :

Il est nul !

M. Alain JUPPE :

Et quand la bise automnale fut venue, il s'est trouvé fort dépourvu ! (Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.)

Quant aux autres dossiers, vous les avez laissé pourrir, et la manière dont a été traité le dossier des infirmières, qui aurait justifié plus que d'autres un peu d'attention et d'humanité (Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R.) est exemplaire de ce qu'il ne faut pas faire !

M. Albert FACON :

Et vous, en 1987 ! C'est honteux !

Plusieurs députés du groupe socialiste :

Lamentable !

M. Alain JUPPE :

Perte de temps, déclarations contradictoires, absence de stratégie : les mêmes causes sont aujourd'hui en train de produire les mêmes effets...

Plusieurs députés du groupe socialiste :

Juppé à l'hosto !

M. Alain JUPPE :

... en matière de postes et en matière de transports.

Les conséquences de cette situation sont préoccupantes. Nos entreprises souffrent de plus en plus de la désorganisation des postes et des transports.

M. Charles EHRMANN :

120 millions de lettres !

M. Alain JUPPE :

La vie quotidienne de nos concitoyens est rendue chaque jour plus difficile, et avouez, Monsieur le Premier Ministre, qu'il y a quelque paradoxe, et même quelque ironie de l'histoire dans la mésaventure qui vous arrive. Nous nous souvenons tous ici de ce que vous nous disiez à cette tribune il y a quelques mois à peine :

vous demandiez à être jugé sur votre capacité à améliorer la vie quotidienne des Français. (Rires sur les bancs du groupe du R.P.R.) Eh bien, je vous le dis : il ne sert à rien de promettre qu'on va repeindre les boîtes aux lettres si l'on n'est pas capable d'assurer la continuité du service public du courrier ! (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R., Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.)

La vraie raison du désordre actuel ...

Plusieurs députés du groupe socialiste :

C'est vous !

M. Alain JUPPE :

... c'est qu'en fait vous n'avez pas de politique.

A force de vouloir trouver un consensus artificiel, de ménager la chèvre et le chou ...

M. Gérard GOUZES :

La chèvre de M. Séguin !

M. Alain JUPPE :

... de marier la carpe et le lapin, vous vous êtes paralysés.

M. Robert-André VIVIEN :

C'est vrai !

M. Alain JUPPE :

Pourriez-vous nous dire, par exemple, quelle est votre politique de la fonction publique

M. Robert-André VIVIEN :

Il n'en a pas !

M. Albert FACON :

Quelle était la vôtre ?

M. Alain JUPPE :

... et quelle dose d'imagination vous allez y injecter pour répondre aux sollicitations de vos propres amis ? Quelle est votre politique de l'emploi ?

M. Arthur DEHAINE :

Il n'en a pas !

M. Albert FACON :

On connaît la vôtre ! Incendiaires !

M. Alain JUPPE :

Et pourquoi depuis mai 1988 n'avez-vous mis aucune mesure nouvelle en vigueur pour prolonger l'action du précédent Gouvernement ?

Quelle est votre politique de la sécurité sociale, et pourquoi a-t-il fallu attendre près de six mois ...

M. Marcel WACHEUX :

Et pourquoi les électeurs vous ont vidés ?

M. Alain JUPPE :

... pour que votre ministre de la santé nous annonce tout à l'heure qu'il envisage la possibilité d'ouvrir une concertation, alors que Philippe Séguin avait fait en la matière tout ce qu'il fallait pour préparer le dossier ? (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française.)

En un mot, Monsieur le Premier Ministre, puis-je vous demander s'il y a encore un pilote dans l'avion du Gouvernement (Non ! sur les bancs du groupe du R.P.R.)...

Plusieurs députés du groupe socialiste :

Et au R.P.R. ?

M. Alain JUPPE :

... ou, pour formuler les choses différemment et de manière plus grave, pourriez-vous nous expliquer comment vous allez sortir la France de la situation où vous l'avez mise ? Quel est votre projet ? Quel est votre plan ? Et, si vous en avez encore une, quelle est votre perspective d'avenir ? (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R., Union pour la démocratie française et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union du centre. - Huées sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le Président :

La parole est à Monsieur le Premier Ministre. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs des groupes du R.P.R., Union pour la démocratie française et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union du centre.)

M. Charles EHRMANN :

On se croirait à l'école !

M. Michel ROCARD, Premier Ministre :

C'est vous qui le dites !

Monsieur le Député, tout ce qui est excessif est insignifiant. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.
- Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française.)

Mais, courtoisie parlementaire oblige, je répondrai tout de même à votre philippique. Oui, Monsieur le Député, il y a des conflits sociaux, vous l'avez remarqué, cela ne vous a pas échappé et dénote chez vous des talents d'observation que nous n'avions pas cru diagnostiquer précédemment, notamment lors des grandes grèves de 1986 et de 1987. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Je ne vais pas jusqu'à tirer de votre propos - mais c'était en pointillé dans ce que vous avez dit, je prolonge les phrases - que, s'il a fallu faire donner la police contre les étudiants, c'est parce que la croissance économique était moitié moins forte. C'est en gros ce que vous venez de nous dire. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et Union pour la démocratie française. - "Pandraud, debout, debout !", sur les bancs du groupe socialiste.)

Vous parlez de dégradation du climat social. La politique que je conduis consiste à signer des accords. (Rires sur les bancs du groupe du R.P.R.)

Demain, comme vous le savez sans doute, un accord salarial, je le confirme à l'instant à Monsieur Drouin, sera signé dans la fonction publique par cinq des sept syndicats représentatifs. C'est le premier depuis 1985.

M. Arthur DEHAINE :

Il était temps !

M. Le Premier Ministre :

Si vous appelez cela une dégradation, libre à vous, cela devient une question de vocabulaire. Le récent mouvement des infirmières s'est apaisé parce qu'elles savent que ce gouvernement n'entend pas s'en tenir là et que, contrairement à celui auquel vous apparteniez, il ne laissera pas les problèmes sans solution. (Rires sur les bancs du groupe du R.P.R.)

M. Guy LENGAGNE :

Très bien !

M. le Premier Ministre :

Je confie dans quelques jours une mission à Madame Michèle ANDRE, Secrétaire d'Etat aux droits de la femme, afin d'étudier de près et à la base, au-delà même des mesures générales intéressant la fonction publique hospitalière, comment se posent les problèmes de la situation, de la dignité, des responsabilités, de la formation et de la qualification des personnels au sein même de l'hôpital. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. Robert-André VIVIEN :

C'est maigre comme applaudissements ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le Premier Ministre :

Cette manifestation de solidarité en ma faveur, Monsieur Vivien, me va droit au coeur ! Mais soyons plutôt solidaires pour nous écouter les uns les autres. Cette amitié soudaine m'étonne et me réjouit ! (Sourires.)

Les difficultés que nous avons subies dans les postes ont frappé tous les usagers, elles sont, elles aussi, en cours de résorption...

M. Eric RAOULT :

C'est faux !

M. le Premier Ministre :

...sans que, et je ne quitte pas des yeux le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, soit résolu le problème de fond de ce grand service public dont nous savons les raisons d'inquiétude et dont nous savons que les réponses qu'il attend ne peuvent intervenir sur un seul accord et en quinze jours.

C'est par la négociation que nous avançons, chaque fois que c'est possible et jusque là où c'est raisonnable. C'est donc une politique qui n'est ni celle du mépris ni celle de la facilité, et c'est peut-être cela qui ne vous la rend pas toujours intelligible. (Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Gabriel KASPEREIT :

Merci !

M. Charles MIOSSEC :

Qu'il est fort !

M. le Premier Ministre :

Parmi les conflits les plus nuisibles aux usagers figurent ceux qui affectent les transports urbains. Je songe aux blocages récemment constatés à Saint-Etienne, à Nantes, aujourd'hui encore à Lyon ou à Nice. Il s'agit toujours de transports urbains municipaux, dépendant donc exclusivement des maires de ces villes, qui, au moins jusqu'au mois de mars prochain...

M. Jean-Pierre BAOUMLER :

Ca va changer !

M. le Premier Ministre :

... sont tous, Monsieur le Député, vos amis politiques.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.) Il y a, devant les malaises de la France, des responsabilités qui nous sont vraiment communes, hélas ! N'en souriez pas et traitez-les avec un peu de respect !
(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Pierre MAZEAUD :

Et à Marseille ?
